



Entité Adjudicatrice :
Groupement d'Intérêt Economique (GIE)
DRAGAGES-PORTS

**MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

**OBJET DU MARCHE
INGOGERANCE DU SYSTEME D'INFORMATION
Marché 24019**



DRAGAGES-PORTS – 38 boulevard des Belges CS 11600 – 76107 ROUEN cedex 1
Tél. : +33 (0)2.32.76.45.50 – Courriel : gie@dragages-ports.fr

GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE RÉGI PAR LES ARTICLES L-251-1 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE
SIRET : 317 665 420 00046 - NAF : 5222Z - N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 81 317 665 420

Sommaire

Article 1 -Entité adjudicatrice	4
Article 2 - Objet et forme du marché	4
Article 3 - Décomposition	4
3.1 – Allotissement	4
3.2 - Tranches	4
3.3 - Phases	4
Article 4 - Pièces contractuelles	4
Article 5 - Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution	5
Article 6- Modalités d'exécution des prestations	5
6.1 - Représentants de l'acheteur	5
6.2 - Représentants du titulaire	5
6.3 – Autres obligations du titulaire	6
6.4 Obligation de conseil	6
6.5 Obligation d'information	6
6.6 – Réunions	6
Article 7 - Modalités de passation des bons de commande	7
Article 8 - Clause de réexamen	7
Article 9 - Tierce Maintenance Applicative	8
9.1 Identification de la tierce maintenance applicative et typologie des anomalies	8
9.2 Délai de résolution d'une anomalie	9
Article 10 - Garantie des prestations	9
Article 11 - Prix et règlement	10
11.1 Caractéristique des prix pratiqués	10
11.2 - Contenu des prix	10
11.3 - Variation des prix	10
11.4 - Révision des prix	10
11.5 - Modalités de règlement	11
11.5.4 - Délais de paiement	12
11.5.5 - Intérêts moratoires	12
11.6 - Périodicité des paiements	12
11.7 - Avance	12
Article 12 - Sous traitance	13
Article 13 – Pénalités	14
13.1 - Pénalités de retard dans les interventions et délais d'exécution	14
13.4 Pénalité relative à la sous-traitance	14
13.5 Conditions de mise en œuvre des pénalités	15

Article 14 - Obligations administratives du titulaire	15
14.1.- Lutte contre le travail illégal	15
14.2. - Lutte contre le travail dissimulé	16
Article 15 Clause environnementale générale	16
Article 16. Propriété intellectuelle	16
Article 17 Dispositions de fin de marché	16
17.1 Restitution des données	16
17.2 Réversibilité	17
Article 18 - Utilisation des résultats :	17
Article 19 - Assurances	17
Article 20 - Confidentialité	18
20.1 - Obligation de confidentialité	18
20.2 - Protection des données à caractère personnel	18
20.3 Obligations diverses	18
Article 21 - Résiliation	19
Article 22 - Différends et litiges	19
Article 23 - Dérogations aux documents généraux	19

Article 1 -Entité adjudicatrice

DRAGAGES-PORTS

38 boulevard des Belges

CS11600

76107 ROUEN cedex 1

Représenté par Monsieur Franck BRUGER, administrateur, nommé par décret

Ci-après désigné « GIE Dragages-Ports »

Article 2 - Objet et forme du marché

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande composite conclu avec un seul opérateur comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et, d'une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « marché ordinaire » concerne la phase de prise en charge, la phase de service régulier et la phase de réversibilité.

La partie « accord-cadre à bons de commande » concerne les prestations figurant au Bordereau des Prix Unitaires. Elle correspond à un accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 100 000 € HT pour chaque période de deux ans en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 alinéa 2 et R. 2162-4 à 2162-6 du Code de la commande publique. L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Les prix de l'accord-cadre sont détaillés au sein du bordereau des prix unitaire.

L'accord cadre est mono-attributaire.

Article 3 - Décomposition

3.1 – Allotissement

Sans objet.

3.2 - Tranches

La partie marché ordinaire du présent accord-cadre composite fait l'objet d'une décomposition en tranches en application de l'article R. 1213-4 du code de la commande publique.

Il comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle selon la décomposition suivante :

Tranches	Désignation
Tranche ferme	Phase de prise en charge et phase de service régulier
Tranche optionnelle	Phase de réversibilité

La tranche optionnelle sera affermie à la condition qu'à l'issue du marché, DRAGAGES PORTS décide de reprendre à son compte les prestations objet du marché ou de les confier à une société tierce autre que le Titulaire actuel. L'affermissement interviendra, le cas échéant, un mois au plus part avant la date de fin du marché.

3.3 - Phases

Le présent marché n'est pas décomposé en phases.

Article 4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes composées de :
 - o La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - o Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par l'entité adjudicatrice fait seul foi, et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021). Ce document bien que non joint à l'ensemble des pièces transmises aux opérateurs économiques, est accessible gratuitement sur <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310689> et est réputé connu de ces derniers
- Le mémoire technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commande émis par l'entité adjudicatrice.

En cas de dispositions contradictoires entre les documents susmentionnés, ce sont les dispositions du document de rang supérieur qui s'appliquent.

Article 5 - Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu à compter de sa notification pour une durée ferme de 2 ans. La date de début d'exécution sera définie dans le courrier de notification. Il peut être reconduit trois fois pour une durée de 2 ans par période de reconduction.

Il est reconductible tacitement sauf dénonciation expresse par l'entité adjudicatrice, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par la plateforme de dématérialisation PLACE au moins deux mois avant la date d'expiration de la période de reconduction.

La durée globale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne peut dépasser 96 mois.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut pas s'y opposer et la décision de l'entité adjudicatrice n'est soumise à aucune justification. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'entité adjudicatrice dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Article 6- Modalités d'exécution des prestations

6.1 - Représentants de l'acheteur

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

6.2 - Représentants du titulaire

Dès notification du marché, le titulaire désignera son représentant qui sera l'interlocuteur unique du représentant de l'acheteur

Les prestations confiées au titulaire devront être exécutées sous le contrôle et la responsabilité de son encadrement.

Le titulaire s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu'en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent marché.

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'acheteur pour toute question, touchant directement ou indirectement à la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, lorsqu'il est prévu dans l'accord-cadre que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae par écrit, dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai quinze jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

6.3 – Autres obligations du titulaire

En cas de modifications importantes au fonctionnement de la société, le titulaire notifie immédiatement à l'entité adjudicatrice toute modification survenant après notification du contrat et pendant toute sa durée de validité, relative :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager,
- aux numéros d'appel ou mail d'assistance technique,
- à la forme juridique sous laquelle la société exerce son activité,
- à sa raison sociale ou sa dénomination,
- à son domicile ou son siège social,
- au montant de son capital social,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- à la domiciliation des paiements,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'Article 10 Résiliation du présent contrat.

6.4 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'entité adjudicatrice. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

6.5 Obligation d'information

Il appartient au titulaire de mettre en garde l'entité adjudicatrice contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

6.6 – Réunions

Les prestations, objet du présent marché, seront effectuées en étroite liaison avec les représentants accrédités de l'acheteur.

Le marché prévoit :

- Une réunion de lancement au début de la prise en charge de l'accord-cadre. Elle permettra de :
 - o rappeler l'objet et les exigences de l'accord-cadre ;
 - o présenter les responsables du suivi de la prestation des deux parties ;
 - o échanger les informations techniques complémentaires aux documents contractuels, nécessaires au lancement des prestations.
- Les responsables techniques pourront tenir d'autres réunions à la demande de l'une des parties.

Article 7 - Modalités de passation des bons de commande

L'accord-cadre à bons de commande s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur sur la base du bordereau des prix de l'accord-cadre.

Pour chaque commande, l'entité adjudicatrice émet, le cas échéant, une demande de devis préalable notifiée au titulaire. La demande comprendra a minima le besoin identifié de l'entité adjudicatrice et le délai pour remettre le devis. Le Titulaire devra se baser sur les prestations et prix indiqués au BPU pour établir son devis. Sous réserve de l'accord de l'entité adjudicatrice sur le devis transmis, un bon de commande sera ensuite émis sous la forme d'ordre de service.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations seront fixés à chaque bon de commande. Ils deviendront les délais contractuels. Ils tiennent compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser. Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Les ordres de service sont adressés au titulaire par voie électronique via le profil d'acheteur PLACE, ou par courriel. Ils peuvent, le cas échéant, être adressés par envoi recommandé (avec accusé de réception postal), ou remis au titulaire contre récépissé dûment daté et signé. Les ordres de service et les bons de commandes sont signés par l'entité adjudicatrice ou son représentant dûment habilité.

Chaque bon de commande doit, outre les mentions habituelles, préciser les indications suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro et date du contrat ;
- Numéro et date du bon de commande ;
- Numéro de l'engagement juridique ;
- Adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat ;
- Désignation et quantités des prestations ;
- Délai maximum de réalisation des prestations conformément aux engagements du Titulaire ;
- Montant total hors taxes de la commande ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant total TTC.

Quel que soit le mode de passation, le titulaire est tenu d'exécuter les commandes émises par l'acheteur ou son représentant, quel qu'en soit le montant, les quantités ou volumes demandés et les délais fixés. Chaque commande doit faire l'objet d'une facturation séparée par bon commande émis et validé.

Article 8 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre. Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution. Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, un réexamen des prix peut être envisagé à l'initiative du titulaire, notamment en cas de modification importante de la consistance et des conditions d'exécution du service.

Les hypothèses suivantes sont notamment susceptibles de conduire à un réexamen des conditions économiques et /ou techniques :

- Le coeur de réseau : Le GIE envisage de fusionner ces contrats de coeur de réseau, sécurisation, internet et téléphonie. Ces prestations pourraient faire l'objet d'un marché MPLS et téléphonie
- La mise en oeuvre de machines virtuelles
- La bascule progressive vers des solutions hébergées, supervisées, maintenues, dans le « cloud »
- nécessité de faire appel à des prestations ne figurant pas au bordereau des prix.

L'acheteur détermine, par ordre de service simple, des prix nouveaux dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet de cet accord-cadre ;
- le recours aux mécanismes des prix nouveaux ne peut induire une augmentation, par période de reconduction, de plus de + 10 % le montant maximum total fixé initialement.
- Le déclenchement de cette clause de révision des prix peut intervenir à la demande dûment justifiée du titulaire. Le titulaire doit adresser à l'acheteur, par courrier électronique :
- Le nouveau tarif relatif aux prestations concernées ;
- Pour chaque prestation faisant l'objet d'une révision, tout document permettant de vérifier l'augmentation ;
- Les références exactes ayant servi au calcul de la variation.

A compter de la réception de la requête par l'acheteur, un échange est engagé entre les deux parties. La modification ou le retrait de ces prestations font l'objet d'une « clause de rendez-vous » qui sera utilisée par l'acheteur durant la préparation ou la passation des marchés concernés. Le titulaire et l'acheteur négocieront les modifications techniques et financières à opérer au présent marché. Cette négociation fera l'objet d'un avenant au marché.

Aucune modification ne peut être appliquée par le titulaire sans l'accord express de l'acheteur sous peine de résiliation du marché aux torts du titulaire.

Article 9 - Tierce Maintenance Applicative

9.1 Identification de la tierce maintenance applicative et typologie des anomalies

Le présent accord-cadre intègre des prestations de tierce maintenance applicative telles que définies à l'article 38.1 du CCAG-TIC.

Par « maintenance », on désigne les prestations permettant le maintien en condition opérationnelle et le maintien en condition de sécurité des matériels à titre préventif, ou correctif.

Par « tierce maintenance applicative », on désigne les prestations qui consistent à conserver un système d'information dans un état lui permettant de remplir sa fonction. Ces prestations de maintien en condition opérationnelle et de maintien en condition de sécurité s'exécutent à titre préventif ou correctif. Elles peuvent également concerner des prestations d'évolution ou d'adaptation des logiciels.

Ces services peuvent être rendus sur le site de l'acheteur ou à distance dans les locaux du titulaire.

Par « préventif », on entend les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies.

Par « correctif », on entend les mesures consistant à corriger les anomalies.

Par « évolutif », on entend les mesures de maintenance visant à faire évoluer une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement et l'ergonomie ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Anomalie(s) : désigne les dysfonctionnements, bugs, erreurs, abandons de traitement, résultats erronés ou tout autre non-conformité reproductible, constatée par le Prestataire et/ou par le GIE et affectant la Solution ou les fonctionnalités complémentaires développées par le Prestataire à la demande du GIE.

Les Anomalies se divisent en trois catégories selon leur gravité pour le GIE :

- **Anomalie mineure** : désigne toute anomalie entraînant une gêne qualifiée de confort pour l'utilisateur et n'empêchant pas de poursuivre l'exploitation ou l'utilisation complète de la Solution par le GIE.
- **Anomalie Majeure** : désigne toute anomalie nécessitant la mise en œuvre de procédures inhabituelles (solutions de contournement) afin de poursuivre l'exploitation ou l'utilisation complète de la Solution par le GIE dans l'ensemble de ses fonctionnalités.
- **Anomalie Bloquante** : désigne toute anomalie rendant impossible l'utilisation de toutes les fonctionnalités de la Solution ou bloquant l'utilisation d'une fonction essentielle de la Solution.

Solution de contournement : désigne une solution provisoire apportée par le titulaire à une anomalie, que celle-ci soit bloquante, majeure ou mineure, permettant la poursuite de l'utilisation de la Solution par le GIE, mais ne résolvant pas la cause réelle de l'Anomalie.

9.2 Délai de résolution d'une anomalie

Le délai de résolution d'une anomalie est le délai noté entre la soumission du ticket décrivant l'anomalie par le GIE ou l'utilisateur et la livraison d'une correction ou d'une solution de contournement par le Prestataire.

En cas d'anomalie bloquante, le délai maximal de résolution est de 8 heures ouvrées.

En cas d'anomalie majeure, le délai maximal de résolution est de 12 heures ouvrées.

En cas d'anomalie mineure, le délai maximal de résolution est de 5 jours ouvrés.

Ces heures et journées sont exclusivement décomptées dans la période d'exploitation mentionnée ci-dessus.

Pour les Anomalies dites Bloquantes ou Majeures, dans le cas où une solution définitive ne peut pas être mise en place par le Prestataire dans les délais stipulés ci-dessus, celui-ci doit mettre en œuvre une Solution de Contournement jusqu'à ce que la solution définitive puisse être implémentée.

En toute hypothèse, la solution définitive doit intervenir dans un délai maximum de 30 jours ouvrés à compter de la réception effective de la demande.

Article 10 - Garantie des prestations

Conformément à l'article 36 du CCAG-TIC, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Le titulaire garantit la conformité des logiciels standards aux spécifications prévues par les documents particuliers du marché.

A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement de son logiciel par rapport à aux spécifications du marché.

Pendant la période de garantie, le titulaire s'oblige à corriger toute anomalie signalée par l'acheteur et qui n'aurait pas été détectée pendant la Vérification de Service Régulier (VSR). Durant cette période, l'entité adjudicatrice peut également bénéficier de toutes les évolutions de la solution et du service d'assistance.

Les conditions et délais de maintenance, support et assistance s'appliquent durant toute la période de garantie.

Article 11 - Prix et règlement

11.1 Caractéristique des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par application :

- de prix forfaitaire(s) pour la partie « marché ordinaire » ;
- de prix unitaires pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».

11.2 - Contenu des prix

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations notamment les frais afférents :

- au personnel
- aux études et/ou de matériels nécessaires à l'exécution du marché
- aux frais généraux (administration, encadrement, fonctionnement, secrétariat,...), les frais d'assurance, les impôts et taxes
- aux charges sociales obligatoires et les assurances complémentaires
- à la participation du titulaire aux réunions de toute nature relatives à l'exécution du présent marché
- Les frais de transport, de restauration et d'hébergement
- aux marges pour risque et les marges bénéficiaires.

11.3 - Variation des prix

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre (m0) et la date de début d'exécution des prestations.

Cette actualisation est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois mois au début d'exécution des prestations de la tranche. L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Ci d'actualisation donnée par la formule suivante :

Ci= (Im-3)/Io

dans laquelle : Io est l'index coût du travail – salaires et charges du mois m0 et (Im-3) est l'index du mois antérieur de 3 mois au mois « m » contractuel de commencement d'exécution des prestations.

Indice base 2016, identifiant 010599844 publié par l'INSEE (dernière valeur connue T2 2021 : 110,8) : 118,6).

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

11.4 - Révision des prix

Les prix du contrat sont **révisables** annuellement à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé "mois zéro". Ils seront fermes pour la première année d'exécution.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro " (M0).

A chaque date anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord-cadre, les prix seront révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,15 + \left(0,85 \times \left(\frac{I}{I_0} \right) \right) \right]$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé H.T.
- 0,15 = partie fixe.
- 0,85 = partie révisable.

- Po = prix initial du marché H.T.
- I = valeur de l'index national de référence au mois de la révision (dernier index connu à la date de révision).
- Io = valeur de l'index national au mois de remise des offres.

L'index de référence I choisi pour la révision des prix faisant l'objet du marché est le suivant : **010546162 - CPF 62.02 – Services de conseil en informatique.**

La révision fera l'objet d'une demande écrite de la part du Titulaire, adressée 3 mois minimum avant la date anniversaire de la notification du marché, faisant ressortir le développement de la formule. L'application des nouveaux montants de la rémunération ne pourra avoir lieu qu'après un accord de l'acheteur qui prendra la forme d'un ordre de service. La révision des prix s'effectuera d'un commun accord entre les parties. Si un désaccord subsiste entre les parties, celui-ci devra être réglé par voie de négociation ; mais le nouveau prix révisé, objet de l'accord entre les parties, ne pourra être en aucun cas supérieur à ce que l'application de la formule ci-dessus aurait donné.

Le prix révisé, arrondi au 1/1000ème, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations, jusqu'à la date anniversaire suivante de la notification du marché.

Si les modalités décrites ci-avant ne sont pas respectées par le Titulaire, aucune révision de prix ne sera admise et il sera procédé à l'application des tarifs de l'année précédente.

En cas de disparition des indices décrits ci-dessus, le titulaire et l'acheteur conviendront ensemble des nouveaux indices de référence à utiliser.

11.5 - Modalités de règlement

11.5.1 - TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.5.2 - Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-TIC, les demandes de paiement sont datées et formalisées par une facture qui comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- La date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- Le numéro et la date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations exécutées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Elles sont adressées par courriel à l'adresse suivante : factures@dragages-ports.fr

11.5.3 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

11.5.4 - Délais de paiement

Les règlements intervenant au titre de l'exécution du marché au bénéfice du titulaire ou mandataire, cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct, s'effectueront dans le délai fixé à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, soit dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

11.5.5 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. En cas de retard de paiement d'une commande publique, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard dues au créancier. Ce montant forfaitaire s'ajoute aux intérêts moratoires, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités.

11.6 - Périodicité des paiements

- Partie « marché ordinaire »

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC. Pour les prestations relevant de la DPGF, le titulaire émet une facture mensuelle à terme échu.

- Partie « accord-cadre à bons de commande »

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois). Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement définitif. Le règlement de chaque bon de commande fait suite à la production par le titulaire d'une facture correspondant au bon de commande., à l'issue de la réception des prestations.

11.7 - Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée lorsque le montant initial du marché ou du bon de commande est supérieur à 50.000 euros hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de la notification du marché ou du bon de commande.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du bon de commande divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%.

Elle est égale à 5,00% du montant initial du marché, si le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas 12.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

Article 12 - Sous traitance

Les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance régissent le recours à la sous-traitance au titre du présent marché.

La déclaration de sous-traitance est réalisée conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire qui sous-traite l'exécution de certaines parties de son marché doit, au préalable adresser au représentant du GIE Dragages-Ports, sa demande de sous-traitance par lettre recommandée avec avis de réception ou la remettre contre reçu, en présentant le sous-traitant ainsi que ses garanties et capacités. Conformément à l'article R. 2193-4 du code précité, si le GIE Dragages-Ports n'a pas répondu à cette demande dans un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de sa réception, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant sont réputés acquis.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4* accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2* dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés ;
- ✓ Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- ✓ Le numéro de SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- ✓ La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens et références) le cas échéant.

* Formulaires téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le GIE Dragages-Ports notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître au GIE Dragages-Ports le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire.

Le représentant du GIE Dragages-Ports peut demander que le montant des prestations du sous-traitant soit présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché.

Conformément à l'article R. 2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement dès que le montant des prestations qui lui sont confiées est supérieur à 600 euros toutes taxes comprises.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct dudit sous-traitant.

Le titulaire communique le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du GIE Dragages-Ports lorsque celui-ci en fait la demande.

Le GIE Dragages-Ports peut résilier le marché pour faute du titulaire si ce dernier a sous-traité une partie des prestations en contrevenant aux dispositions contractuelles, législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance. Il en est de même s'il a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable de l'ensemble des prestations sous-traitées vis-à-vis du GIE Dragages-Ports.

Article 13 – Pénalités

Les pénalités s'entendent, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour ou le délai d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, l'application des pénalités est réalisée sans mise en demeure préalable et les pénalités ne sont pas soumises à la clause de variation des prix prévue au présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard n'est pas limité à 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché

13.1 - Pénalités de retard dans les interventions et délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Désignation	Montant
Retard dans les délais contractuels	Application de la formule suivante : $P = V * R / 30$ dans laquelle : P = le montant de la pénalité ; V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; R = le nombre de jours de retard.
Anomalie mineure supérieure à 5 jours ouvrés (par dérogation à l'article 14.2.3 et 14.2.6 CCAG-TIC)	100€ HT / jour ouvré de retard
Anomalie majeure supérieure à 12 heures ouvrées (par dérogation à l'article 14.2.3 et 14.2.6 CCAG-TIC)	50€ HT / heure ouvrées de retard
Panne bloquante supérieure à 8 heures ouvrées (par dérogation à l'article 14.2.3 et 14.2.6 CCAG-TIC)	300€ HT / heure ouvrée de retard
Non-respect de l'obligation de confidentialité	300 € HT / constatation
Non-respect des dispositions relatives à la protection des données personnelles	100 € HT / constatation
Dépassement du délai de mise en œuvre de la réversibilité	100 € par jour calendrier de retard
Absence à une réunion programmée par l'entité adjudicatrice	200 € HT / constatation

13.4 Pénalité relative à la sous-traitance

Conformément à l'article 3.6.3 du CCAG-TIC, en cas d'absence de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, dans un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 2% du montant hors TVA

de l'accord-cadre, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

13.5 Conditions de mise en œuvre des pénalités

Les pénalités sont forfaitaires, non révisables, cumulables entre elles.

Les pénalités sont exigibles du seul fait générateur du manquement contractuel qu'elles visent à prévenir, sans que l'entité adjudicatrice ait à apporter la preuve de l'existence, même future, d'un préjudice certain.

Les pénalités prévues au présent accord-cadre ne sont pas libératoires. De fait, leur paiement par le titulaire n'est pas de nature à le délier de ses obligations contractuelles.

En outre, les pénalités prévues au présent accord-cadre sont prononcées sans préjudice des dommages et intérêts auxquels le titulaire pourrait être tenu par ailleurs à raison notamment de la mise en œuvre de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis de l'entité adjudicatrice.

En tant que sanctions contractuelles elles sont exclusivement stipulées en vue de contraindre le titulaire à exécuter ses obligations conformément aux attentes de l'entité adjudicatrice dans les délais et selon les conditions du présent marché ; elles n'ont ainsi pas pour objet de réparer les préjudices qui seraient éventuellement subis par l'entité adjudicatrice à raison et en conséquence du manquement contractuel qu'elles ont pour but de prévenir.

Le montant des pénalités établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre des factures émises.

Article 14 - Obligations administratives du titulaire

Le titulaire s'engage à produire, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les documents au regard de ses obligations fiscales et sociales :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas le présent article, l'entité adjudicatrice se réserve le droit de résilier le présent marché sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

14.1.- Lutte contre le travail illégal

Le titulaire s'engage à n'affecter à l'exécution des prestations, objet du présent marché, que des salariés régulièrement embauchés. Conformément à la législation en vigueur, il atteste qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, d'une disposition législative ou réglementaire ou du jugement d'un tribunal.

Le Titulaire certifie sur l'honneur que les prestations seront réalisées par des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail, et qu'il a effectué toutes déclarations sociales ainsi que fiscales concernant la taxe professionnelle de l'exercice antérieur.

Toute déclaration fausse ou mensongère sera constitutive d'une faute grave pouvant donner lieu à résiliation.

S'il fait appel, pour l'exécution du présent marché, à des salariés de nationalité étrangère, le Titulaire s'engage à ce que ces salariés soient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En aucun cas et quelle que soit la durée des prestations, le personnel du titulaire ne pourra être assimilé juridiquement au personnel salarié de l'acheteur ou à un personnel intérimaire mis à sa disposition.

14.2. - Lutte contre le travail dissimulé

Le candidat est tenu au respect des dispositions en vigueur dans le code du travail et notamment des dispositions de l'article L8221-5 du code du travail, modifié par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 – art 105, le Titulaire déclare avoir souscrit aux déclarations relatives aux salaires ou cotisations sociales assises sur ceux-ci auprès des organismes de recouvrement des contributions et cotisations sociales ou de l'administration fiscale en vertu des dispositions légales.

Dans l'hypothèse où il serait informé en cours d'exécution du marché de l'intervention du titulaire en situation irrégulière, l'acheteur se réserve le droit de résilier le contrat sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

Article 15 Clause environnementale générale

En complément de l'article 16.2 du CCAG TIC, le titulaire doit prendre en compte l'impact environnemental, social et économique de ses activités et s'efforcer de minimiser leur empreinte carbone, de réduire les déchets et de respecter les droits humains et les normes sociales.

Le titulaire doit également s'engager à :

- Réduire les prélèvements de ressource ;
- Privilégier dans la mesure du possible l'utilisation de papier ou supports de tous types recyclés et des encres végétales dans les activités d'impression ;
- Privilégier les déplacements les moins émetteurs en CO2 (transports en commun, véhicule électrique, etc).
- Réduire les impacts sur la biodiversité.

Le titulaire doit également être en mesure de justifier ses efforts en matière de développement durable et de fournir des preuves de conformité avec les normes environnementales, sociales et économiques applicables.

Article 16. Propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VII du CCAG TIC, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Conformément à l'article 46.2.3 du CCAG-TIC, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du marché aux seules fins de son exécution.

Article 17 Dispositions de fin de marché

17.1 Restitution des données

Conformément à l'article 37 du CCAG-TIC, il est fait application des dispositions suivantes :

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données traitées dans le cadre de la prestation

Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La destruction des données est constatée par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

Dans le cas où une disposition légale ou réglementaire l'empêcherait de restituer, détruire ou anonymiser la totalité ou une partie de ces données traitées, le titulaire s'engage à ne plus traiter activement ces informations et à en garantir leur sécurité, leur confidentialité et leur intégrité.

En cas de non-respect des obligations définies dans la présente clause, le titulaire sera tenu responsable des dommages, pertes ou violations des données et de toutes les conséquences qui pourraient en découler. Il prend à sa charge l'ensemble des frais afférents à ces dommages.

17.2 Réversibilité

En application de l'article 38.4 du CCAG-TIC, la « réversibilité » désigne les opérations de retour de responsabilité, par lesquelles l'acheteur ou un tiers désigné par lui reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire arrivant à terme. Les modalités organisationnelles et techniques figurent dans le plan de réversibilité.

Conformément à l'article 42 du CCAG-TIC, pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire fournit, selon le cas, à l'acheteur ou au nouveau titulaire, un accès au logiciel, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire du marché à fournir les prestations objet du marché.

Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire.

Article 18 - Utilisation des résultats :

Conformément à l'article 46.2.1 du CCAG TIC, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif, pour le monde entier et pour la durée du présent marché. Cette cession entraîne le droit d'utiliser et/ou de faire utiliser le ou les logiciels objet du marché et la documentation y afférente pour l'ensemble des besoins directs et indirects de la collectivité découlant de l'objet du marché. Les autres dispositions du chapitre 7 du CCAG TIC en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

Article 19 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG TIC.

Il s'engage dans les quinze jours qui suivent la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci à remettre une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur simple demande de l'Ecole et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

L'(es) attestation(s) devra (ont) préciser :

- Le nom de la compagnie ;
- Les risques couverts ;
- Les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- Les conditions de garanties ;

- Les montants des garanties ;
- La date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- Le numéro des polices.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 20 - Confidentialité

20.1 - Obligation de confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

20.2 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

20.3 Obligations diverses

Toute communication externe relative au marché, effectuée par le titulaire du marché ou l'un de ses fournisseurs ou sous-traitants, est interdite sauf à obtenir préalablement du représentant de l'acheteur un accord écrit qui portera à la fois sur le contenu et sur le moment choisi pour cette communication externe.

Article 21 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG TIC s'appliquent.

Article 22 - Différends et litiges

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions du CCAG TIC. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève l'entité adjudicatrice.

Tribunal administratif de Rouen
Adresse : 53 avenue Gustave Flaubert - 76000 ROUEN
Téléphone : +33 2 35 58 35 00
Fax : +33 2 35 58 35 03
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Article 23 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations au CCAG-TIC explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Articles du CCAP		Articles du CCAG-TIC
4	Dérogent	4.1
6.2		3.4.3
11.4.2		11.3.2
13		14